

**Zeitschrift:** Schweizerische Zeitschrift für Geschichte = Revue suisse d'histoire = Rivista storica svizzera

**Herausgeber:** Schweizerische Gesellschaft für Geschichte

**Band:** 59 (2009)

**Heft:** 4

  

**Artikel:** Les Américains et le monde : réflexions à partir de l'Histoire des Etats-Unis contemporains de Pierre Melandri

**Autor:** Nouschi, André

**DOI:** <https://doi.org/10.5169/seals-99181>

### **Nutzungsbedingungen**

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

### **Conditions d'utilisation**

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

### **Terms of use**

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

**Download PDF:** 30.11.2025

**ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>**

## Les Américains et le monde

*Réflexions à partir de l'Histoire des Etats-Unis contemporains de Pierre Melandri*<sup>1</sup>

André Nouschi

Dans l'historiographie française sur les Etats-Unis, Pierre Melandri est sans doute aujourd'hui l'un des meilleurs connaisseurs. Il l'avait déjà montré dans les années 70 quand il avait présenté pour les étudiants une solide et très neuve Histoire des Etats-Unis (Edit. Nathan). Aujourd'hui il nous propose une *Histoire des Etats-Unis contemporains* de la fin de la guerre de Sécession à l'élection d'Obama. P. Melandri sait tout dans le détail sur ce pays; il connaît les archives, les *Hearings*, la presse, les ouvrages d'histoire, de sciences sociales, d'institutions et de politique, d'économie, la littérature, le cinéma, la musique, les mœurs, etc...; rien n'échappe à son regard et à son analyse. Rédigé dans une langue claire, simple cet ouvrage décrit par le menu cette histoire étalée sur plus d'un siècle; assorti d'un index minutieux, d'une bibliographie importante et bien classée (21 pages), d'une chronologie (19 pages), d'un vocabulaire, d'une table des sigles, il fournit une masse impressionnante de faits et d'analyses solides, capables de répondre aux questions et aux interrogations de tous ceux qui s'intéressent à la vie du monde contemporain, largement dominé par les Etats-Unis. Pour P. Melandri cette histoire comprend quatre temps, le premier de 1865 à 1897, le second de 1897 à 1941, le troisième de 1941 à 1991 et le dernier jusqu'à 2008. Quatre temps inégaux par le nombre de pages, 86 pages pour le premier, 130 pour le second, 436 pour le troisième et 200 pages pour le dernier, avec une introduction et une solide conclusion. Il serait trop long de rendre compte de la richesse de cet ouvrage; ce sera, et pour longtemps, un livre fondamental<sup>2</sup>.

Dans ce livre foisonnant, m'ont occupé les problèmes des relations internationales des Etats-Unis, puisqu'ils touchent aussi à l'Europe et ne sont pas étrangers à la Suisse étant convenu que celles-ci embrassent autant la diplomatie que la guerre ou l'économie. L'auteur consacre les trois quarts de son livre à la période qui commence avec l'attaque japonaise de Pearl Harbour, en décembre 1941. En second lieu, au début de cette histoire, cette terre des contradictions n'a pas encore fini de conquérir celles du *Far West*. Ce pays où Dieu semble au cœur de la vie politique est aussi celui d'un capitalisme sauvage et souvent sans scrupules. En troisième lieu, aucun Américain ne s'étonne quand ses dirigeants prêchent pour la

1 P. Melandri, *Histoire des Etats-Unis contemporains*, Bruxelles, André Versaille éditeur, 2008, 990 p., 34.90 €. Le livre est si riche qu'il faut le lire avec la plus grande attention, voire le relire.

2 L'ouvrage tiré à 4000 exemplaires en première édition en est à une seconde édition.

liberté en économie, *l'open door*, et contradictoirement veulent protéger leurs industriels, leurs agriculteurs, etc... L'ultime contradiction est d'exalter la démocratie et tout en même temps, et en pratique, donner aux lobbies une puissance légale, ou encore d'exporter la vision américaine de la démocratie et l'imposer sous forme de croisade; l'Irak en étant le dernier exemple, tandis que parmi ses meilleurs alliés au Proche-Orient, Israël, dénie aux Palestiniens le droit d'exister (au nom de quoi?), l'Arabie saoudite, et l'Iran pratiquent un autre despotisme oriental.

Au-delà, et après avoir fermé le livre, se posent à l'historien plusieurs séries de questions: la première quel est le moteur de ces relations internationales? Défendre les intérêts des Etats-Unis; mais c'est la règle pour tous les Etats. Qui les définit? Le Président? Le Congrès? Les différents Conseils proches du président? Certains ministères (Défense, Commerce, Industrie), les lobbies et au-delà les chefs d'entreprise? Quel rôle au State Department? Le président arbitre-t-il entre tous? Et surtout, ces intérêts varient-ils selon le contexte du moment et à lire Melandri selon la puissance de l'interlocuteur? On ne parle pas au Guatemala d'Arbenz comme à l'URSS de Staline et on ne traite pas le Chili d'Allende comme la France de de Gaulle ou de Giscard d'Estaing. De toute manière, l'analyse foisonnante de Melandri invite à une réflexion multiple; car la politique extérieure ne saurait être séparée de celle de la politique intérieure qui la conditionne et que les responsables à tous les niveaux doivent prendre en compte. Pour l'observateur extérieur, la question importante me semble la suivante: l'Américain moyen ne prend-il pas en considération ces problèmes internationaux en fonction de ses préoccupations locales du moment? Comment les responsables peuvent-ils dessiner une politique cohérente à moyen terme? Avec le pétrole et le dollar, il me semble que n'importe quel habitant est concerné chaque jour et à n'importe quelle époque de la vie de l'Etat fédéral.

Jusqu'en 1914, à mesure que la puissance économique (industrielle) et militaire grandit, les Etats-Unis affirment leur présence, d'abord au Japon (Perry en 1853), ensuite dans le Pacifique et la Méditerranée caraïbe, face à l'Espagne en 1898 (est-ce l'application de la doctrine de Monroë de 1823? je le pense), enfin dans l'Empire ottoman (Melandri n'en parle pas) en 1911, quand les Allemands et les Britanniques veulent mettre la main sur le pétrole mésopotamien; ils se retirent devant la réponse ferme d'Istanbul. Dans la période suivante, les Américains se tiennent-ils en gros à une ligne isolationniste jusqu'à la Seconde Guerre, malgré les menaces en Europe? Pour Melandri c'est une illusion car les Américains interviennent dans le règlement des affaires européennes jusqu'à la crise de 1929. Ensuite et avec Roosevelt, à partir de 1939, le pays s'engage de plus en plus aux côtés de Londres et tourne le dos à l'isolationnisme antérieur jusqu'à l'attaque de Pearl Harbour qui fait basculer le pays dans une nouvelle politique à ambitions mondiales.

C'est un vrai tournant dans l'histoire américaine auquel Melandri consacre le plus clair de son attention, car les Etats-Unis marquent désormais l'histoire du monde. Leur puissance économique conforte celle de leurs forces militaires, surtout après 1945. Après la victoire sur l'Allemagne, le Japon et l'Italie, le seul rival réel est l'URSS, puissance militaire et politique mais dont l'économie a été dévastée par la guerre. La «guerre froide», comme on l'a appelée, a pour théâtre l'ensemble du monde, mais les armes ne sont pas les mêmes. Melandri y consacre l'essentiel d'une étude bien menée. Dans ces décennies, deux responsables émergent: Foster Dulles dans les années 50 et Henry Kissinger dans les années 70, le dernier

surtout, dont Melandri affirme qu'il a eu pendant plusieurs années pratiquement tous les pouvoirs du président. Derrière la guerre froide, deux questions, celle du pétrole, ensuite celle du dollar comme instruments de cette politique extérieure. Je voudrais donc compléter l'analyse minutieuse de Melandri sur ces deux points.

En effet, dès avant 1914, Américains et Russes sont les deux principaux producteurs de pétrole dans le monde. Les pétroliers ont sans doute poussé le State Department dans la démarche d'Istanbul en 1911, sans succès certes; toutefois, les Etats-Unis ont planté leurs premiers jalons. Cette première forme d'impérialisme est élémentaire et prudente. La Première Guerre mondiale a renforcé sur tous les plans la position américaine dans le monde<sup>3</sup>. Après 1918, leur politique a plus d'assurance et sait profiter du «déclin de l'Europe» (A. Demangeon) ruinée par la guerre: ils détiennent, en 1919, 45% du stock d'or mondial. Ils demandent donc et obtiennent à la conférence de Gênes en 1922 que le dollar devienne comme la Livre monnaie de compte internationale. Peu avant, ils avaient réuni à Washington une conférence navale (décembre 1921 / février 1922) et avaient imposé, souvent avec arrogance, leurs vues, avec la complicité? la complaisance? de Londres: chacune des deux puissances aura le droit de posséder 500 000 t de navires de bataille; le Japon, 300 000 t, la France et l'Italie 175 000 t. Pourquoi une flotte de bataille aussi puissante alors que règne l'isolationnisme? Pour égaler la Grande-Bretagne? Les Français peuvent bien arguer qu'ils ont des responsabilités mondiales avec leur empire colonial, plus que les Italiens ou les Japonais, le secrétaire d'Etat Hugues refuse obstinément. A la faveur de cette conférence, les Américains obtiennent des Britanniques de participer à la Turkish Petroleum Company alors qu'ils avaient essuyé jusqu'ici un refus<sup>4</sup>.

L'argument américain était la politique de la «porte ouverte» et l'aide consentie pendant la guerre par les pétroliers américains aux Alliés. La place des Britanniques dans l'armement naval était sans doute liée à cette négociation à deux sur le pétrole. Les Américains seront donc présents comme observateurs aux séances des conseils de la *Turkish Petroleum Company* et abandonneront leurs revendications sur le pétrole mésopotamien (concession Chester). Les sociétés américaines y entrent ainsi sans avoir dépensé un seul dollar et profitent gratuitement des investissements antérieurs anglais, allemands et français<sup>5</sup>. Eux qui n'avaient pas déclaré la guerre à l'Empire Ottoman seront présents à la conférence de Lausanne (1923) mais ne signeront pas le traité. Désormais, ils seront présents au Proche-Orient et ils y resteront. Cependant, ils pratiquent dans le domaine pétrolier une politique plus qu'active; au nom de la «porte ouverte»? on peut se poser la question, car les sociétés américaines signent avec leurs partenaires de l'ex-Turkish devenue *Iraq Petroleum Company* (en 1925) l'accord dit de la ligne rouge (*Red line* de juillet 1928) par lequel les partenaires de l'IPC (Anglo-Persian, Royal-Dutch Shell, C.F.P., Gulbenkian, Sociétés américaines)<sup>6</sup> s'engagent dans une zone déli-

3 Voir les textes cités dans J. C. Hurewitz, *Diplomacy in the Near and Middle East*, New York, Van Nostrand, 1958, 2 vol., T. 2, *A Documentary Record, 1914-1958*.

4 Pour tout ce qui concerne le pétrole, voir A. Nouschi, *La France et le pétrole (1924-2001)*, Paris, Picard, 2001; et surtout la Correspondance entre Lord Curzon et l'ambassadeur des Etats-Unis à Londres.

5 Le pétrole a jailli à Baba Gurgur, en force en 1927, donc bien avant l'accord de juillet 1928 sur la red line.

mitée par une ligne rouge autour de la péninsule arabe à partager entre eux leurs découvertes éventuelles de gisements pétroliers.

Promesse formelle certes, mais qui sera ignorée quelques années plus tard par les Américains qui ont reçu (1934), contre un versement d'or au roi d'Arabie, Ibn Sa'oud, une immense concession à explorer et à mettre en valeur dans la péninsule dont il est le souverain<sup>7</sup>. L'URSS est, temporairement, hors du jeu diplomatique et pétrolier<sup>8</sup>. Un an après l'accord quasi-secret d'Achnacarry (sept. 1928, entre la Standard, l'Anglo-Persian et la Shell), en octobre 1929, éclate la grande crise qui, partie des Etats-Unis, contamine l'Europe et le monde; c'est la première fois dans l'histoire de l'économie contemporaine qu'une crise majeure part d'Amérique alors que les précédentes naissaient toutes en Europe; signe non équivoque de la première place des Etats-Unis dans la vie économique du monde. On sait les effets dévastateurs sur l'évolution politique de l'Allemagne qui aboutit à la guerre.

Mais les pétroliers américains, en pleine crise, élargissent leurs positions au Proche-Orient. Effectivement, peu avant le début de la Deuxième Guerre mondiale, ils découvrent en Arabie le gisement le plus important de la planète, avec des réserves gigantesques. Londres occupé par les affaires d'Europe et du Proche-Orient laisse faire. Malgré le fort courant isolationniste, Roosevelt réélu, pour un nouveau mandat (exceptionnel) en novembre 1940, engage son pays du côté des Français et des Britanniques: d'abord au printemps 1940 quand il autorise la vente d'armes, surtout à Londres (*Cash and Carry Act*). Après la défaite de la France, ressentie douloureusement, le président américain va encore plus loin: d'abord quand il crée au Caire un *Middle East Supply Center* (Centre de ravitaillement pour le Moyen Orient) en 1941; quand il rencontre Churchill (août 1941) et signe avec l'Anglais la Charte de l'Atlantique qui définit les grandes lignes de la paix à venir pour l'ensemble du monde, alors que les Américains sont encore hors de la guerre. Les dés sont-ils jetés? Pas encore. Toutefois, Washington décide, quand Hitler attaque l'URSS (juin 1941), d'apporter son aide aux forces armées de Staline; elle passera par l'Iran où le shah a été démissionné par Londres (août 1941) et remplacé par son fils Mohammed, Reza<sup>9</sup>. Opération à double objectif: l'Iran commande l'accès au Golfe et possède avec l'Iraq des gisements importants de pétrole; rapidement plus de 30 000 conseillers sont envoyés pour surveiller les livraisons à l'URSS. Les Soviétiques prennent le contrôle du nord, les Britanniques du sud (Teheran est une zone neutre). Par ailleurs, Roosevelt met l'embargo commercial quand le Japon occupe l'Indochine, première étape de la guerre dans le Pacifique.

6 La répartition des parts est la suivante: APOC, Shell, CFP, Américains, chacun 23,75%, et Gulbenkian 5%.

7 La concession avait été offerte d'abord aux Britanniques qui l'ont refusée. Pour tout cela voir S. H. Longrigg, *Oil in the Middle East. Its Discovery and Development*, Oxford, Oxford Univ. Press, 1961, 2<sup>nd</sup> édit.

8 Quelques semaines après l'accord de juillet, les trois dirigeants des plus importantes sociétés pétrolières, Teagle (Standard Oil), Cadman (Anglo Persian) et Deterding (Shell), se réunissent à Achnacarry en Ecosse et verrouillent le marché mondial du pétrole (septembre 1928). Au nom de la porte ouverte? Les historiens de la Standard n'y font aucune allusion; ceux de l'Anglo-Persian devenue B.P. en parlent en termes assez vagues et émollients. – Pour le contexte voir le livre de W. Engdahl, *Pétrole une guerre d'un siècle. L'ordre mondial anglo-américain*, Paris, Jean Cyrille Godefroy, 2007.

9 Pour tout cela, voir G. Lenczovski, *The Middle East in the World Affairs*, Ithaca, Cornell Univ. Press, 1982.

Effectivement, quand Tokyo attaque par surprise la flotte américaine à Pearl Harbour en décembre 1941, Roosevelt devient président en guerre; n'est-il pas commandant en chef des armées? Désormais, les Britanniques ne sont plus seuls et Roosevelt fait partie de la coalition avec Londres et Moscou qui fait la guerre aux forces de l'Allemagne nazie, du Japon, de l'Italie et de leurs alliés. Je ne reviendrai pas sur les conférences entre les trois dirigeants durant la guerre. Désormais, pour les stratèges américains deux fronts les occupent, celui du Pacifique, l'autre en Méditerranée, car depuis longtemps et bien avant décembre 1941, celle-ci prend de l'importance. D'où le débarquement au Maghreb (novembre 1942), l'action menée en Italie (1943) et les attentions de Roosevelt à l'Arabie saoudite: création d'une base aérienne à Dahrhan, négociations entre le président et Ibn Sa'oud en 45, qui coïncident avec la mise en valeur de la concession pétrolière. Avec en arrière-plan, la négociation sur la «Red line» entre Britanniques et Américains qui ignorent Gulbenkian et les Français. J'ai décrit par le menu l'affrontement entre la CFP et ses adversaires/partenaires qui se résout par l'accord des *Heads of Agreement* (nov. 1948): il consolide les intérêts de l'ARAMCO et ignore avec cynisme l'accord de la Red Line, grâce à la complaisance ou la complicité des sociétés anglaises<sup>10</sup>. Dans cette affaire, on retrouve à chaque étape le State Department qui n'hésite pas à brandir des menaces contre la France. Je renvoie pour le détail à mon étude. La CFP soutenue par le quai d'Orsay – Gulbenkian est informé par les Français – n'hésite pas à intenter un procès à ses partenaires; mais la France exsangue et mal en point sur le plan économique (c'est le temps des accords Blum-Byrnes) finit par accepter la violation de l'accord de juillet 1928.

Le State Department intervient aussi en Iran, à la fin de la guerre quand sous sa pression, l'URSS retire ses troupes du nord de l'Iran, ne donne pas de suite à ses revendications sur la Libye, et réduit ses prétentions sur les Détroits quand la VI<sup>ème</sup> flotte se montre devant les Détroits. Ensuite, dans la crise engendrée par la nationalisation du pétrole par Mossadegh (1951)<sup>11</sup>, Washington relaie Londres, envoie le responsable de la CIA, Allen Dulles, chasse Mossadegh du pouvoir, ramène le shah dans son pays mais prend une part importante de la société qui remplace l'Anglo-Iranian. Désormais, et grâce aux accords militaires conclus sous leur égide, les Américains imposent leur loi à travers tout le Proche-Orient. Le cordon sanitaire et militaire dressé autour de l'URSS a une double fonction: d'abord le «containment», à partir des deux Etats limitrophes, Iran et Turquie (en arrière-plan, Israël, l'Egypte, l'Arabie saoudite, l'Iraq sous tutelle britannique), ensuite protéger le pétrole d'Iran, d'Iraq et surtout d'Arabie et des émirats voisins. Dans la courte crise (Suez) de l'automne 56, Londres, Israël et Paris plient devant le double ultimatum de Moscou et de Washington, mais l'URSS de Khrouchtchev a une forte position en Egypte dès 1955 et Washington lâche ses alliés européens et Israël à Suez. L'URSS est désormais pour un long moment en Méditerranée. Est-ce un échec américain dans la guerre froide? On en a bien l'impression.

Les années 60 semblent accumuler les échecs pour l'Occident dirigé par les Etats-Unis: d'abord en juillet 1958, quand le coup d'Etat de Qassem renverse le roi d'Iraq (les «marines» débarquent au Liban; pour prévenir toute menace sur le pé-

10 Pour tout cela voir A. Nouschi, *La France et le pétrole...* ( *op. cit.* ) avec la bibliographie. Les historiens américains de la Standard Oil n'en parlent pas. Par pudeur?

11 Pour tout cela, voir A. Nouschi, *Pétrole et Relations internationales depuis 1945*, Paris, A. Colin, 1999.

trole?). L'autre échec, plus grave celui-là, touche les pétroliers avec la création de l'OPEP (1960) qui change les règles du jeu entre concessionnaires et Etats producteurs. Apparemment, le State Department ne réagit pas; à cause de Cuba et de la crise des fusées? La décolonisation en matière pétrolière a-t-elle commencée? On peut le penser. Dans la guerre froide, l'URSS semble marquer des points, car l'Iraq de Qassem et du Ba'as entre avec la Syrie dans sa clientèle. La défense du pétrole sous tutelle américaine repose désormais sur l'Iran, l'Arabie (Aramco oblige) et Israël. En effet, l'Eskadra soviétique est en Méditerranée et l'Egypte de Nasser reçoit l'aide militaire soviétique, ce qui ne l'empêche pas d'être écrasée par Israël (juin 1967) dans la guerre des Six Jours. Malgré cette défaite, le poids de l'OPEP dans le monde du pétrole arabe grandit et l'organisation oblige les concessionnaires à accepter sa loi à partir de 1971. Et d'abord les nationalisations décidées unilatéralement à partir de 1971 (Algérie en premier, puis tous les autres Etats arabes, y compris l'Arabie) jusqu'en 1976. A ces reculs s'ajoutent la première défaite militaire d'Israël, bousculé en octobre 1973 par les soldats égyptiens de Sadate (est-ce le fruit de l'aide soviétique prodiguée de 1955 à 1971?). La seconde, aussi sérieuse, est la hausse du baril à partir de décembre 1973 avec toutes les conséquences sur l'économie des pays consommateurs (et d'abord américains). Les Etats-Unis réagissent alors en créant l'*Agence Internationale de l'Energie* qui veut rassembler tous les grands pays consommateurs; seule la France refuse et préfère négocier avec chacun des pays producteurs et mine l'action de l'AIE qui ne semble pas avoir eu de réel succès. La plus grave a lieu en Iran quand la révolution chasse le shah d'Iran au début de 1979. C'est une défaite de première grandeur, sur le plan politique, militaire et pétrolier.

Le plus grave est que les Etats-Unis ont fourni aux Iraniens les armes les plus sophistiquées et les plus modernes. Toute la stratégie mise sur pied pour contrôler le Golfe s'écroule. Peu après la révolution iranienne, l'attaque de la mosquée de la Mecque en 1979 indique combien le pouvoir saoudien, un autre pilier de la défense pour les Etats-Unis, est vulnérable. Seule l'action menée par le GIGN envoyé par Giscard d'Estaing a pu rétablir l'ordre discutable des dirigeants saoudiens<sup>12</sup>. Le nouvel Etat iranien a-t-il eu une influence ou des liens avec les révoltés qui réclament la fin de la corruption? La répression est terrible. Les Etats arabes peuvent alors s'interroger sur la puissance réelle des Etats-Unis dont l'ambassade de Téhéran est occupée par ceux qui insultent le «Grand Satan»<sup>13</sup>. Et plus encore après l'échec du commando américain envoyé pour libérer les otages de l'ambassade. Les échecs successifs de ces trois années révèlent l'érosion de l'influence américaine dans la région.

Malgré la guerre lancée par l'Irak en sept. 1980 contre l'Iran des mollahs, malgré l'aide des Etats-Unis et de différents pays européens à Saddam Hussein, les Iraniens résistent jusqu'en 1988; cette guerre en apparence sans vainqueurs militaires renforce le pouvoir des religieux iraniens, vrais vainqueurs politiques. La défaite de la politique américaine de 1978/79 à Téhéran est aggravée en 1988. Après cette guerre, l'Irak envahit le Koweït au début de l'été 1990<sup>14</sup> et donne l'occasion

12 Pourquoi les Saoudiens n'ont-ils pas demandé aux Etats-Unis installés en Arabie leur aide pour déloger les mutins?

13 Les récits montrent que les diplomates américains ont été totalement surpris par le renversement du shah et qu'ils ont eu à peine le temps de détruire les documents les plus compromettants.

aux Etats-Unis et à leurs alliés de rétablir une hégémonie très entamée (février 1991). La guerre sera payée par l'argent du Koweït et des Saoudiens. Les Américains ont-ils mis la main sur le pétrole d'Irak? Pas tout à fait, car ils imposent sur le pays l'échange, sous le couvert des Nations Unies, «pétrole contre nourriture» pour éviter la famine dans le pays. Cet oukase n'interdisait pas aux avions américains et anglais de bombarder le pays quand ils le voulaient, sans avoir de compte à rendre à qui que ce soit. Après l'alerte de 1990/1991, les prix du baril s'effondrent (12.27 \$ le baril en décembre 1993); le président G. Bush a réclamé cette baisse à l'Arabie saoudite pour éviter d'augmenter les impôts aux Etats-Unis («*Une réduction des prix mondiaux du pétrole de 5 \$ par baril en 1992, équivaldrait à une diminution d'impôts de 300 milliards de \$*»), déclare Edwin S. Rothschild au *Washington Post* le 24 novembre 1991. Et il faut attendre le printemps 1995 pour qu'il se redresse à plus de 17 \$. Mais les Américains craignent qu'en levant l'embargo sur le pétrole irakien, on se retrouve à un niveau inférieur à 13 \$; compte tenu de l'inflation américaine, le baril serait alors moins cher qu'en 1993. A ce prix, ne risque-t-on pas de provoquer un gaspillage d'énergie et de réduire les réserves de pétrole et de gaz, puisque le prix du gaz est aligné sur celui du baril? Par ailleurs, les revenus des producteurs arabes / Etats clients stagneraient ou même baisseraient. On se retrouverait alors devant la situation des années 1971/1973. Depuis la première guerre du Golfe, l'Iran a tiré le plus grand profit sur le plan pétrolier; paradoxalement la coalition menée par les Etats-Unis a renforcé le meilleur adversaire des Américains. Mais qui s'en rend alors compte?

Entre 1991 et 2000, les Américains ont rétabli leur hégémonie sur la région, au prix d'une terreur gratuite endurée par les Irakiens, sans se plaindre. Est-ce l'avertissement pour les pays producteurs de la région? Derrière le gouvernement de Saddam Hussein, un semblant d'Etat subsistait et le pétrole recommençait d'être exporté. La fêrue armée anglo-américaine subsista jusqu'en 2003 quand les Etats-Unis de Bush Jr, sans mandat de l'ONU (la France, la Chine, la CEI de Poutine, l'Allemagne votent contre au Conseil de sécurité) décidèrent d'attaquer l'Irak avec une coalition, invoquant que l'Irak possédait des «armes de destruction massive» (on n'en a jamais trouvé). En peu de temps l'Irak fut écrasé et occupé; ce fut le début d'un chaos politique et économique. En effet, les dirigeants (Cheney, Rumsfeld, Wolfowitz, etc...) qui avaient poussé à la guerre, escomptaient qu'en occupant l'Irak, ils domineraient à bon compte la production mondiale, tiendraient en échec l'Iran, pèseraient sur les Saoudiens, moins dociles depuis 2003<sup>15</sup>; ils espéraient aussi tenir dans leurs mains le prix du baril. Vaines espérances, car la production irakienne ne répond pas à leurs calculs et encore moins les prix qui s'envolent et atteignent des sommets (entre 150 et 160 \$ le baril entre 2007 et 2008). Ce qui accroît le déficit commercial et affaiblit le dollar. Plus il est faible, plus le prix du baril monte, alors que Rumsfeld avait envisagé le contraire. Ce comble de l'impéritie aggrave le chaos. Chaos aussi pour les finances américaines qui devaient payer les dépenses d'abord d'une expédition lancée en Afghanistan (2001), après l'attentat du 11 septembre, ensuite de la guerre en Irak. Cette

14 L'analyse des faits indique que l'ambassadrice américaine à Bagdad semble avoir donné le feu vert aux dirigeants irakiens. Duplicité des Etats-Unis? ou interprétation erronée des Irakiens de leur conversation avec l'ambassadrice?

15 Les Etats-Unis avaient dans la main le Qatar, le Koweït et les Emirats avec leurs bases militaires.



débâcle financière des Etats-Unis vient de loin, même si les Américains ont tenté de l'amortir ou de la masquer.

En effet, les accords de la Jamaïque (janvier 1976) conclus par les plus grandes puissances économiques du monde, modifient l'organisation financière du FMI et accordent aux Etats-Unis un privilège incroyable, celui de laisser flotter le dollar. Avant d'en venir là, il faut revenir en arrière<sup>16</sup>. Quand les Etats-Unis entrent en guerre en 1941, le dollar est celui de 1934 dévalué par Roosevelt. Mais ils sont depuis 1940 «l'arsenal des démocraties» et accroissent leur stock d'or qui passe de 17 799 \$/MM (1938) à 24 398 \$/MM en 1945 (+37%); France de 3129 \$/MM à 548 \$/M (-82,6%); Grande-Bretagne, de 2038 \$/MM à 1829 \$/MM (-10,3%); Allemagne de 29 \$/M à 0; Suisse de 549 \$/M à 1387 \$/MM (+152,6%). Le dollar et le franc suisse deviennent des monnaies refuges tandis que les autres monnaies perdent définitivement leurs positions de 1938.

A Bretton Woods (1944) le dollar devient la première monnaie de compte internationale, bien avant la livre sterling; les Etats-Unis s'engagent alors à échanger le dollar contre de l'or dont le prix est fixé à 35 dollars l'once. Mais qui règle les émissions de dollars? La FED (Banque de Réserve Fédérale américaine) et au-delà, le Congrès. Les Américains possèdent ainsi un puissant instrument financier qui sert d'abord leurs intérêts. A Bretton Woods, est créé le Fonds Monétaire International (FMI). Les signataires de l'accord déterminent les quotas de participation au FMI de chaque Etat; celui des Américains et des Britanniques est le plus important (plus du tiers à deux): ils peuvent donc bloquer toute tentative de réforme à venir du FMI. Celui-ci a pour fonction d'éviter les secousses financières d'un Etat qui ignorerait les règles fixées en 1944; a-t-on prévu quoi que ce soit pour les Etats-Unis ou la Grande-Bretagne qui tiennent le FMI en otages? A la fin de la guerre, plusieurs Etats refusent de participer au FMI; parmi eux, la Suisse, l'URSS et ses alliés. En se tenant hors du FMI, les Suisses se conforment à leur politique de neutralité; ils conservent leur souveraineté financière et mettent leur monnaie à l'abri des fluctuations du dollar désormais monnaie de compte internationale. En 1947 le GATT définit les nouvelles règles du commerce mondial libéré de toute entrave.

En 1945, les Etats-Unis pèsent lourd dans la vie économique d'un monde qui dépend d'eux. Avait-on prévu à Bretton Woods que la confusion entre le dollar, monnaie américaine et monnaie du commerce mondial, pouvait engendrer des problèmes sérieux? A lire certains témoins<sup>17</sup>, on n'en a pas l'impression. Pourtant, à partir de 1945, le commerce mondial croît d'une façon spectaculaire: 1938: 48.9 \$/MM; 1945: 26.5 \$/MM (indice 100); 1948: 121 \$/MM (456); 1958: 221.7 (836) \$/MM; 1964: 310 \$/MM (1169); 1968: 436.5 \$/MM (1647); Les réserves d'or américaines passent de 20 milliards de \$ en 1945 (100) à 24.5 \$/MM en 1949 (+20 %), 22.5 \$/MM en 1957 (-9,2%), 19.5 \$/MM en 1959 (-13,4%). Dix ans plus tard, les réserves ne sont plus que de 11.1 \$/MM (-43%) (indice 55); en dix ans elles ont fondu. La valeur du dollar à cette date par rapport au stock d'or américain n'est plus que de 3,3%<sup>18</sup>. Sans doute, les engagements militaires des Etats-Unis en Asie

16 Sur cette conférence, voir *Le Monde économique et social*, 1976; voir aussi *Le Monde diplomatique*, mars 1983 et mars 2005

17 Voir R. Mossé, *Les problèmes monétaires internationaux, au tournant des années 1970*, Paris, Payot, 1970.

18 Le stock d'or est à 55% de celui de 1945 tandis que le volume de dollars circulant dans le monde pour le commerce est x par 16,37. J'ai donc divisé 55 par 1637 pour avoir 3,33%.

(Vietnam), la course à l'espace avec l'URSS, la conquête de la Lune (1969) obèrent le budget américain. Mais l'essor du commerce mondial a réduit le stock d'or de Fort Knox. Déjà, de Gaulle avait tonné contre le privilège du dollar et avait recommandé de revenir à l'or. Il n'avait pas été entendu. Alors que la livre n'est plus monnaie de compte entre 1964 et 1968, la valeur du dollar faiblit d'une année sur l'autre, car le commerce mondial croît très vite et affaiblit, paradoxalement, les finances américaines. Même s'il est toujours excédentaire, le commerce des Etats-Unis (il représente entre 14 et 16% de celui du monde) ne saurait compenser les sorties de dollars et d'or provoquées par le commerce mondial. Par ailleurs différents Etats et organisations placent leurs fonds de garantie en dollars; c'est autant de créances qui s'ajoutent à celles du commerce mondial. Pour l'économiste belge R. Triffin, la situation est de plus en plus alarmante, à la fois pour l'économie du monde et les Etats-Unis, dont la monnaie est de moins en moins capable de répondre aux engagements de Bretton Woods. On décide en 1969 de créer un nouvel instrument d'échange, les Droits de Tirage spéciaux (DTS), alloués aux pays membres en proportion de leur quote-part au FMI, ce qui revenait à donner aux Etats-Unis une autorisation d'émettre sans les dévaluer la quantité de dollars correspondant à leur quota d'or déposé au FMI. C'est une bouffée d'air à peine suffisante au regard de la situation.

Le dollar, signe le plus fort de l'hégémonie américaine contestée seulement par l'URSS et ses alliés (certains parlent même de l'impérialisme du dollar), chancelle dans la décennie 60/70 et confirme la prévision gaullienne. Cette faiblesse inquiète et gêne les Etats producteurs de pétrole qui ont conscience de perdre une part de leurs revenus puisqu'ils sont payés en dollars dont la valeur diminue chaque année. Or, et c'est là la contradiction, les producteurs du Proche-Orient exportent de plus en plus de pétrole payé en dollars. La perte de leurs revenus par baril croît à mesure que leurs ventes augmentent. On comprend mieux l'attention que ses producteurs portent à l'action de l'OPEP dans les conférences de Tripoli, Teheran et Caracas, qui augmentent le prix du baril afin de compenser la dévalorisation du dollar.

La mauvaise balance américaine des paiements et la baisse du stock d'or de Fort Knox poussent le président Nixon à renier les accords de Bretton Woods quand il décide que le dollar ne sera plus échangé contre de l'or. Il avoue que c'est «un coup de force» qui servira les intérêts américains<sup>19</sup>. Le dollar perd de sa valeur sur le marché des changes. Pour éviter le chaos, on invente des formules inouïes: DTS (Droits de Tirage spéciaux), pétrodollar, eurodollar non échangeables, mais quelle valeur ont-ils objectivement et sur quoi reposent-ils? Personne ne peut le dire. La perte de revenus des Etats pétroliers est aussi celle des producteurs de matières premières qui alimentent la plus forte consommation du monde, celle des Américains qui paient en dollars. Le plus étonnant est le silence du FMI. Mais que pouvait-il dire alors que les Etats-Unis peuvent bloquer toute décision qui leur serait hostile? Ceux-ci ont donc détruit le système monétaire et financier international instauré en 1944 avec l'appui implicite du FMI. Désormais les Américains peuvent émettre des dollars en toute liberté; mais quelle valeur peuvent-ils avoir? Avec quel étalon de référence? L'or? Sans doute pas. La seule vraie référence est le franc suisse qui gagne à la fin de 1972 10% sur le dollar

19 On connaît son mot: «le dollar est notre monnaie mais c'est votre problème».

En 1971 et en 1973, le dollar est dévalué, mais donne aux exportations américaines un certain élan, tandis que l'inflation en dollars croît, d'abord avec la hausse du prix du pétrole (à partir de décembre 1973) qui se répercute sur le mouvement du commerce mondial. Second avantage<sup>20</sup>, l'OPEP pour des raisons jamais dites décide en février 1975 que le pétrole sera payé en dollars; les pétrodollars ainsi encaissés sont déposés dans des banques anglaises et américaines. Cette décision résulte-t-elle de l'accord financier conclu en 1974 avec les Etats-Unis quand les Saoudiens s'engagent à acheter les bons du Trésor américain? Après la décision de l'OPEP, les pays consommateurs sont contraints d'acheter des dollars donc de soutenir la monnaie américaine, alors qu'elle partait à la dérive depuis l'été 1971. Pourquoi les Saoudiens ont-ils signé l'accord de 1974? Est-ce sous la pression? La menace? des Américains de modifier leur politique à leur égard? Car s'ils sont le premier producteur de pétrole, leur puissance militaire est très faible face à celle de l'autre client américain du Golfe, l'Iran chi'ite, son adversaire privilégié qui est la vraie puissance de la région, avec du pétrole, une population bien supérieure en nombre et une armée bien entraînée. Le salut, voire la survie des Saoudiens, est entre les mains des Etats-Unis auxquels ils ne peuvent rien refuser. Cette docilité est sans doute l'atout majeur des Américains qui s'ajoute à celui qu'ils ont encore en Iran, même si le shah n'est pas insensible aux appels de l'OPEP. On comprend mieux ainsi l'accord financier secret de 1974 et le choix de 1975 de l'OPEP en faveur du dollar.

Le commerce américain en profite comme si de rien n'était. Le chiffre d'affaires des sociétés pétrolières augmente dans des proportions inespérées; grâce à la hausse du baril, elles peuvent étendre leurs prospections vers le grand nord<sup>21</sup> et l'off-shore. Simultanément, les producteurs de pétrole encaissent des revenus investis aux Etats-Unis, en Europe; de ce fait, et paradoxalement, les Américains souffrent peu de la décision de Nixon. La hausse du prix du baril exige plus de dollars. Parce qu'ils ne sont plus échangés contre de l'or, le monde connaît une quasi-inflation alimentée par les Etats-Unis qui prennent ainsi le monde entier en otage sauf les Suisses; en effet, l'URSS et ses alliés ont amassé dans leurs réserves des dollars par milliards. Ne parlons pas des pays du Tiers-monde qui subissent de plein fouet, la hausse du baril et les effets de la dévaluation de facto du dollar. Ils s'appauvrissent parce que les Américains ont détruit le système financier international. Et pour mieux étendre leur liberté, la conférence de la Jamaïque (janvier 1976) déclare que l'or n'est plus une référence. Le FMI vendra 600 tonnes d'or qu'il possède et n'aura plus comme «principal capital de réserve» dans le système monétaire international «que les Droits de tirage spéciaux» qui permettent de donner aux membres du Fonds le droit d'émettre un volume de dollars équivalent à la valeur de leur quote-part en or, ce qui donne aux Américains un avantage sur tous les autres membres du Fonds. Par ailleurs, les engagements de la Jamaïque donnent toute facilité aux Etats-Unis d'émettre des dollars, puisqu'ils servent aussi au commerce du monde, mais à la différence de ceux d'avant août 1971, ils ne sont plus échangés contre de l'or, et paradoxalement, plus ils sont nombreux, plus le monde entier les achète alors qu'ils ont perdu toute valeur d'échange. Les déficits du com-

20 Voir W. Engdahl, *Pétrole. Une guerre d'un siècle. L'ordre mondial anglo-américain*, Paris, Jean Cyrille Godefroy, 2007.

21 Sur tout cela, voir A. Nouschi, *Pétrole et relations internationales depuis 1945*.

merce et du budget américains sont transférés sur le reste du monde. Sans se préoccuper de leurs engagements, les Etats-Unis manipulent le FMI et le système monétaire en n'ayant qu'un seul objectif, leurs intérêts.

Depuis 1971, la valeur du dollar se dégrade; dans les années 80, l'inflation ne cesse de monter (de 3% au début des années 70, elle atteint ou dépasse 10%). Volker augmente le taux d'intérêt: en 1980, il atteint 20%, tandis que les taxes imposées aux investissements américains à l'étranger poussent les spéculateurs à transférer des sommes importantes vers les banques américaines. La mauvaise santé intrinsèque du dollar (en 1979 et 1980, surtout)<sup>22</sup> a des conséquences inattendues: l'économie américaine ne souffre pas de l'inflation du dollar. Le déficit commercial et budgétaire ne semble pas toucher Reagan (l'un des responsables parle d'une «économie vaudoue») qui augmente les dépenses militaires sans se soucier des conséquences sur l'ensemble du budget (Reagan et son équipe ont réduit les impôts, surtout pour les riches mais ont taillé dans les dépenses sociales de *welfare*). De plus, ils suppriment tous les garde-fous mis en place jadis par Roosevelt pour encadrer l'activité bancaire qui concordait mal avec la dérégulation et la libéralisation affichées par les responsables des finances américaines. Les années 80 sont fondamentales dans cette liberté acquise par le système bancaire des Etats-Unis<sup>23</sup>.

Sur le marché des changes, le dollar perd de sa valeur d'une année sur l'autre tandis que les autres monnaies, surtout le franc suisse, en profitent; mais le mark qui était la monnaie la plus forte en souffre<sup>24</sup>. L'once d'or sur le marché de Londres s'envole et cela augmente la valeur du stock d'or américain. Nous sommes aux antipodes d'un capitalisme normal et d'un système monétaire international cohérent, puisque la référence n'est plus l'or depuis août 1971 et encore moins depuis la Jamaïque... A quoi sert désormais le FMI? On peut se poser la question. Les responsables de la FED peuvent prendre toutes les libertés. C'est l'époque de Reagan et de ses successeurs qui encouragent les Américains à consommer et à s'endetter. Ils importent sans compter et ne se préoccupent plus guère du déficit commercial qui ne cesse de croître d'une décennie sur l'autre.

Désormais plus on consomme, plus on s'endette et la conséquence est l'essor de l'économie des Etats-Unis. Se pose-t-on la question du remboursement? Apparemment pas, car l'exemple vient de haut, puisque l'Etat américain comble son déficit budgétaire par des emprunts extérieurs. Le système semble avoir perdu tout contrôle. Mais il est cité en exemple. A-t-on remarqué que des pans entiers de l'économie américaine disparaissent peu à peu? Apparemment pas. La consommation, la dette des particuliers, celle de l'Etat donnent à la dette publique des dimensions exceptionnelles (+1600 milliards de dollars en 1985). A A. Volker succède A. Greenspan comme président de la FED, qui recommande le crédit à faible taux (à l'inverse de Volker). On connaît la suite avec les subprimes et les émissions de dollars; la dette publique prend des proportions inouïes, en 2008 plus de 7000 \$/MM, soit près de 70% du PIB (plus? à peine moins). Le commerce mon-

22 Pour tout cela voir les pages lumineuses de P. Melandri sur la fin des années Carter et l'arrivée de Reagan.

23 Sur tout cela voir Rapport RAMSES, 1984.

24 De 1970 à 1985, le dollar est échangé en 1970 contre 4,31 F.S.; en 1973 contre 3,17 F.S. (-27%), en 1980 contre 1,67 F.S. (-62%), en 1982 contre 2,03 F.S. (-53 %), en 1985 contre 2,68 F.S. (-38%) in M. Nouschi et R. Benichi, *La croissance aux XIX<sup>ème</sup> et XX<sup>ème</sup> siècles. Histoire Economique Contemporaine. 15 thèmes*, Paris, Ellipses Edit. , 1990, 2<sup>ème</sup> édit.

dial passe de 436.5 \$/MM en 1968 à plus de 2000 en 1980, 6939 \$/MM dix ans plus tard et 27 500 \$/MM en 2007. Le fardeau est trop lourd et compter en dollars n'a plus de sens. En ajoutant les déficits budgétaires, ceux du commerce américain, qui croissent d'une année sur l'autre, on mesure l'inanité de la politique financière et monétaire des Etats-Unis. L'aventure commencée en août 1971 prend des dimensions inconnues qui tournent à une débâcle dans laquelle se trouvent prises les banques américaines et différentes banques du monde, parmi lesquelles, celles de Londres, de Suisse, d'Allemagne ou d'ailleurs, attirées par les profits escomptés qui ne reposent sur aucune base consistante, sinon sur celle d'un crédit excessif accordé à n'importe qui. Effectivement, on peut analyser le mécanisme de la débâcle d'abord américaine, ensuite européenne et mondiale<sup>25</sup> qui a saisi l'économie mondiale depuis le début 2008. A partir des années 90, les banques américaines encouragées par la politique de Greenspan (elles n'ont tiré aucune leçon des crises antérieures, surtout celle de 1987) proposent des crédits à faible taux à tous ceux qui veulent avoir leur maison d'habitation. Elles en tirent des avantages multiples: elles gonflent leur chiffre d'affaires; elles touchent les intérêts et distribuent des profits croissants aux actionnaires; l'économie semble en plein essor. Les banques européennes attirées s'impliquent financièrement et achètent les nouveaux titres constitués de bric et de broc dont personne ne contrôle le contenu et le support réel. S'ensuit une spéculation sur ces valeurs dont personne ne sait sur quoi elles reposent. Mais peut-on suspecter ces sociétés bien connues (Lehmann Brothers, AIG) d'être malhonnêtes?

Certes, les alertes n'ont pas manqué, la première en 1984, la seconde en 1988, la troisième en 1997 avec une crise qui part du sud-est asiatique et assèche différentes banques japonaises. Déjà, on avait constaté que le Mexique et différents Etats d'Amérique latine étaient incapables de payer les annuités de leur crédit consenti par les banques américaines. Mais l'édifice semblait encore solide, malgré plusieurs dizaines de faillites bancaires (plus de 50 dans les trois Etats du Kansas, Texas et Iowa) en 1986, plus de 150 faillites bancaires l'année suivante, plus de 200 en 1988. Le gouvernement fédéral avait porté secours à la *Continental Illinois*, mais avait laissé à son sort la *First National Bank of Chicago*. Greenspan et Reagan étaient restés sourds à ces effondrements et continuaient en aveugles de poursuivre sur la voie du crédit facile. Les Etats-Unis comblaient leurs déficits du commerce et de leur budget en émettant des centaines de milliards de bons du Trésor achetés par la Chine, le Japon, les Russes, différentes banques du sud asiatique. La mécanique de Greenspan semblait bien tourner, jusqu'au moment où les millions d'acheteurs de logements, débiteurs, insolubles, sont mis en demeure de rembourser les capitaux empruntés. La machine américaine du crédit se détraque, à partir de 2007, quand les banques créancières mesurent l'ampleur des créances impayées transformées en titres sans valeur circulant sur le marché. Elles peuvent bien mettre en vente les maisons pour se rembourser; mais elles sont si nombreuses sur le marché immobilier qu'elles ne valent plus grand-chose. Une faillite entraîne d'autres et tout l'édifice construit par la politique de Greenspan se lézarde et s'écroule.

Les subprimes étaient-ils la goutte qui fait déborder le vase rempli depuis longtemps à ras bord par les déficits du budget, du commerce et de la balance des paie-

<sup>25</sup> La meilleure analyse est sans doute celle de L. Carroué in *Images économiques du monde*, 2009, Paris, A. Colin, 2009.

ments? La déroute d'abord américaine gagne en premier les banques de la City puis celles d'Allemagne, de Belgique, de France, de Suisse (*UBS, Crédit Suisse, etc...*). Que vaut alors le dollar en valeur-or? Rien ou peu de choses. Qu'on le compare au franc suisse, vrai étalon de change international. En juin 2009, on échange le franc suisse contre 1.08 \$; c'est-à-dire que le dollar a perdu, par rapport à 1970, 75% de sa valeur. Sans les bons du Trésor aux mains des Chinois, des Japonais (ils en détiendraient presque 3000 MM/\$), que vaudrait le dollar?

Or, les Etats-Unis assument encore de lourdes charges militaires en Afghanistan, sans qu'on en voie la fin et en Irak. Dans la «guerre froide» commencée en 1947 contre le communisme, les Etats-Unis ont vu le régime soviétique s'effondrer. Pas sous leurs coups mais de l'intérieur; or, avec l'arrivée de Poutine au pouvoir, les Russes ont retrouvé leur rang de grande puissance. En revanche, en Asie, les Américains ont perdu leur pari contre la Chine, la guerre contre le Vietnam (en 1975). Ont-ils encore les instruments de la puissance? Sur le plan militaire, la réponse est oui. Mais pas sur le plan économique. L'impérialisme du dollar a disparu et différents Etats (Brésil, Chine, Inde, CEI) réclament une autre monnaie de compte internationale. La crise actuelle était-elle en germe dans les accords de Bretton Woods comme le craignait R. Triffin dès 1965? Sans doute, même si elle a été déclenchée par les subprimes; mais ceux-ci ne sont-ils pas issus de l'absence de contrôle international sur le dollar monnaie de compte internationale et monnaie fédérale des Etats-Unis? La liberté accordée aux banques leur permet d'émettre des crédits, donc des dollars, qui s'ajoutent à ceux des déficits de l'Etat américain. La mondialisation a favorisé l'expansion de la crise des Etats-Unis vers le reste du globe. Paradoxalement, l'hégémonie politique et militaire des Etats-Unis les a affaiblis financièrement et impose une remise à jour du système monétaire, financier mondial. Dans l'organisation de la défense, les Etats-Unis avaient ciblé un adversaire, le communisme (Kissinger est-il le meilleur héritier de Dulles sur ce point?), proclamé par des Etats organisés politiquement. Le système américain avait enrôlé sous sa bannière l'Europe via l'OTAN, une partie des Etats de l'ONU et contrôlait le pétrole du Proche-Orient, indispensable à la vie des Etats industriels. Les responsables de la région étaient devenus clients des Américains qui assuraient leur défense et leur autorité. Les déséquilibres des sociétés locales avaient éclaté au début des années 80 sous forme d'émeutes populaires (on avait appelé ces émeutes de la faim «émeutes du FMI»). La propagande islamique partie de Teheran encourageait la revendication sinon la révolte. Paradoxalement, les Américains laissaient les Saoudiens (sunnites), leurs meilleurs alliés du Proche-Orient après 1979, encourager le retour à un islam strict. L'autre paradoxe est que les mêmes aident au maximum les talibans d'Afghanistan dans leur lutte contre les Soviétiques; parmi eux le saoudien Bin Laden, afin d'écarter toute menace sur le Golfe. L'URSS disparue, était-ce la «fin de l'histoire» comme l'affirmait Fukuyama et le triomphe absolu de la démocratie à l'américaine et de son mode de vie? On a pu le croire jusqu'au 11 septembre 2001.

A-t-on remis en cause toute la stratégie du Pentagone dans le monde? Pas encore, puisque le pouvoir officiel désigne l'Afghanistan (un Etat) comme responsable de l'attaque et un peu plus tard l'Irak. Se trompait-on de cible, car l'adversaire, le terrorisme, sans support étatique, était insaisissable. Mais les Américains ne s'étaient pas encore battus contre lui, et la référence à l'islam, à la justice sociale, les plaçaient dans une situation morale et politique difficile. Alors conflit de civilisations (Huntington) ou remise en cause de l'ordre américain étendu au monde?

De toute manière, la puissance américaine doit repenser le système de défense sur lequel elle repose. Désigner l'URSS comme adversaire majeur a permis aux Etats-Unis d'enrôler avec eux une grande partie des Etats siégeant à l'ONU, malgré les multiples problèmes que cela leur a posés. Le système a pu fonctionner sans à-coups jusqu'en 1956, donc jusqu'à Suez. A partir de 1958, de Gaulle a enfoncé un coin en jouant la carte de l'indépendance et en regardant du côté de Moscou. Mais l'URSS n'a cessé de marquer des points à partir de 1955 face aux Etats-Unis.

Par ailleurs, en mutilant le système de Bretton Woods en août 1971, Nixon a affaibli la cohésion politique entre les Etats-Unis et leurs alliés. Il a aussi mutilé à mort le système financier international au seul profit des Américains et a ouvert la voie à l'irresponsabilité. Au lieu de remettre sur pied un autre Bretton Woods, les Etats-Unis ont choisi une liberté fallacieuse qui a débouché sur la crise actuelle. La récente débâcle financière peut-elle être l'occasion de cette réflexion globale sur l'ensemble du système? Il est encore trop tôt pour le dire. Les Etats-Unis en subissent les conséquences les plus lourdes dans le domaine de l'économie alors que sur le plan politique, et aussi militaire, leurs interventions contre le terrorisme se soldent par des quasi-échecs. Sans compter que les soutiens accordés à certains de leurs alliés (Pakistan) se révèlent pleins de dangers. Alors faillite de la stratégie et de la politique élaborées après 1945? Celle-ci n'a au mieux fonctionné que quelques années.

Le plus inquiétant est le poids de certains lobbies; parmi eux le lobby israélien qui pèse lourdement sur l'indépendance de la politique étrangère américaine au Proche-Orient; celui-ci choisit ses porte-paroles au Congrès, intervient dans les élections, définit LA politique que les dirigeants doivent suivre pour la région et qui DOIT être favorable à Israël quel qu'en soit le prix. Redoutable, il donne une image étrange de la «démocratie» et du régime américain, asservis à des intérêts qui tournent souvent le dos à ceux des Etats-Unis<sup>26</sup>. De ce point de vue les années 60/70 sont notables et les années 80 déterminantes. Apparemment, ce lobby ne semble pas avoir compris l'importance de la création de l'OPEP puis de l'OPAEP (pays arabes producteurs) et les nationalisations, ensuite de la révolution des mollahs en Iran; ont-ils poussé à la première guerre contre l'Irak et à la deuxième guerre du Golfe en 2003? On peut s'interroger quand on sait leurs liens avec les néoconservateurs qui ont le pouvoir et qui ont semé le chaos dans le pays et dans la région.

Derrière ce constat, une question se pose à l'historien: une seule puissance, comme les Etats-Unis, peut-elle imposer sa loi, financière ou pétrolière au reste du monde? Apparemment pas. Au-delà, ne faudrait-il pas organiser un ordre international nouveau capable de donner un plein et nouveau sens aux promesses de naguère de Roosevelt dans le cadre de l'ONU? Et reposer les vrais problèmes de la planète? Les échecs américains auraient alors servi à l'ensemble du monde.

26 John J. Mearsheimer et Stephen M. Walt, *Le lobby proisraélien et la politique étrangère américaine*, Paris, La Découverte, 2007.